

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DARAGNES Gilbert

Boisroux
47180 Meilhan-Sur-Garonne

Références : OD/SM/ubd24-47/2026/011
Code AIOT : 0005209662

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement DARAGNES Gilbert implanté Aux Boisroux 47180 Meilhan-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement de M. Daragne Gilbert implanté 1845 route du Bois Roux - 47180 Meilhan sur Garonne.
L'inspection est réalisée dans le cadre d'un contrôle territoire propre. Elle s'effectue avec d'autres services de l'État.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DARAGNES Gilbert
- Aux Boisroux 47180 Meilhan-sur-Garonne

- Code AIOT : 0005209662
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site situé en bordure de voie communale, est implanté dans un environnement rural. Il se compose de la maison de l'exploitant, d'une dépendance et d'un terrain envahi de végétation arbustive et arborée ayant recouvert partiellement les déchets. L'accès dans le site s'effectue difficilement au moyens de petits sentiers.

La situation perdure depuis les années 2000.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence d'une ICPE	Code de l'environnement du 10/04/2025, article L511-1	Mise en demeure, déchets	3 mois
2	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 10/04/2025, article L511-2	Mise en demeure, déchets	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a déjà fait l'objet d'inspection depuis de nombreuses années. L'exploitant ayant de plus en plus de difficultés de santé n'arrive plus à mettre son site en état.

Il a déjà fait l'objet de suites administratives et judiciaires par le passé.

Il est proposé une mise en demeure à Monsieur le préfet dans le but que l'exploitant régularise sa situation administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence d'une ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2025, article L511-1
Thème(s) : Situation administrative, gestions de déchets
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre (ICPE) les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour

l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Le site présente sur l'ensemble des parcelles 48, 45 et 56 pour partie, des stockages diverses de déchets métalliques et de VHU. Cet ensemble de parcelles représente une surface de 6576 m ² pour les parcelles 48 et 55 et quasiment autant sur la parcelle 56 ; soit un total de plus d'un hectare. Ce stockage dure depuis les années 2000, les photos aériennes de 2016 et 2025 montrent l'envahissement de la végétation, qui réduit l'impact visuel, sans pour autant que les stocks aient diminué.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé une mise en demeure à Monsieur le préfet dans le but que l'exploitant régularise sa situation administrative sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/04/2025, article L511-2
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des installations classées
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : L'ensemble des déchets de métaux, répartis sur l'ensemble du site, représente une surface supérieure à 1 000 m ² , l'ensemble des véhicules hors d'usage représente une surface supérieure à 100 m ² . Le site est ainsi soumis au régime de l'enregistrement pour les rubriques 2713-1 " <i>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (...)</i> ", la surface étant supérieure à 1000m ² ; et 2712-1 " <i>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage (...)</i> ", la surface étant supérieure à 100m ² . Sans que l'exploitant soit titulaire de l'enregistrement nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé une mise en demeure à Monsieur le préfet dans le but que l'exploitant régularise sa situation administrative sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 3 mois